



**DECISION N° 015/2023/ARMP/CRD/DEF DU 15 FEVRIER 2023
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA COMPAGNIE SENEGALAISE DE
SECURITE ET D'ASSISTANCE (C.S.S.A) CONTESTANT L'ATTRIBUTION
PROVISOIRE DU MARCHE DE L'APPEL D'OFFRES N°S_DAGE_053/PPM/2022
RELATIF AUX SERVICES DE GARDIENNAGE DES LOCAUX ET SITES, LANCE PAR
LA SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A LOYER MODERE (SNHLM) .**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n° 2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation des Marchés publics modifié ;

VU le décret n° 2022-2295 du 28 décembre 2022 portant Code des Marchés publics ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

VU la résolution n° 09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n° 07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP modifiée ;

VU le recours de la C.S.S.A ainsi que la quittance de consignation en date du 26 janvier 2023 ;

VU la décision n° 0009/2023/ARMP/CRD/SUS du 30 janvier 2023 prononçant la suspension de la procédure du marché litigieux ;

Monsieur El hadji DIAGNE, rapporteur présentant les moyens et conclusions des parties,;

En présence de messieurs Mamadou DIA, Président, Moundiaye CISSE, Mbareck DIOP et Alioune NDIAYE, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Adopte la présente décision :

Par courrier reçu et enregistré le 26 janvier 2023 au secrétariat du CRD sous le numéro 029/CRD, la société C.S.S.A a saisi le Comité de Règlement des Différends pour contester l'attribution provisoire du marché de l'Appel d'Offres n° S_DAGE_053/PPM 2022 relatif aux services de gardiennage des locaux et sites, lancé par la Société nationale des Habitations à Loyer modéré (SNHLM).

LES FAITS

La SNHLM a l'intention d'utiliser une partie de ses fonds propres pour effectuer des paiements au titre du marché de clientèle relatif aux services de gardiennage de ses locaux et sites, en un seul lot.

A cet effet, elle a fait publier dans la parution du journal « Sud Quotidien » du jeudi 1^{er} décembre 2022, l'avis d'appel d'offres y relatif pour solliciter, de la part des candidats éligibles et répondant aux qualifications requises, des offres sous plis fermés.

A l'ouverture des plis, le 3 janvier 2023, quatre (04) offres ont été reçues et les montants ci-après lus publiquement :

N°	SOUSSIONNAIRES	Montant de l'offre en FCFA TTC
1	SYPRESS SECURITE	80 000 par agent/Mois
2	A.S.S	156 468 000/An pour 230 agents
3	C.S.S.A	80 936/agent/Mois
4	Agence Lat Sécurité	148 680/Agent / Mois

Au terme de l'évaluation des offres, la commission des marchés a proposé d'attribuer le marché à la société SYPRESS SECURITE pour le montant de quatre-vingt mille (80 000) francs CFA TTC par agent et par mois.

Ainsi, informée du rejet de son offre suite à la parution de l'avis d'attribution provisoire en date du 19 janvier 2023, l'entreprise C.S.S.A a saisi l'autorité contractante le même jour d'un recours gracieux pour contester l'attribution provisoire.

Non satisfaite de la réponse reçue de l'autorité contractante en date du 23 janvier 2023, la requérante a déposé le 26 janvier 2023 un recours contentieux au service courrier de l'ARMP.

Par décision n° 009/2022/ARMP/CRD/SUS SUS du 30 janvier 2023, le CRD a jugé ce recours recevable, ordonné la suspension de la procédure de passation dudit marché et saisi l'autorité contractante pour disposer des documents nécessaires à l'instruction du recours.

Par courrier reçu le 10 février 2023, la SNHLM a transmis à l'ARMP les pièces demandées.

LES MOYENS DEVELOPPES A L'APPUI DU RECOURS

Dans son recours, l'entreprise C.S.S.A estime que l'attribution n'est pas régulière dans la mesure où lors de l'ouverture des plis les documents relatifs aux critères de qualification comme la ligne de crédit et les états financiers n'ont pas été lus et qu'elle a, sans avoir reçu de notification du rejet de son offre, vu la parution de l'avis d'attribution provisoire dans la parution du journal « Sud Quotidien » du 19 janvier 2023.

Elle ajoute que l'offre financière de l'attributaire provisoire est inférieure au taux conventionnel fixé par la convention collective du commerce entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 ce qui rend l'offre de l'attributaire anormalement basse.

Elle précise avoir reçu la lettre de notification du rejet de son offre que le 23 janvier 2023, soit trois (03) jours après avoir déposé son recours gracieux.

N'étant pas satisfaite de la réponse apportée à son recours gracieux, elle a saisi le CRD pour solliciter l'annulation de l'attribution provisoire.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Dans sa lettre de transmission des pièces du dossier d'appel d'offres, l'autorité contractante n'a pas fait de commentaires sur le recours contentieux de la requérante. Cependant, en réponse au recours gracieux de la C.S.S.A, elle avait précisé que la lettre de notification a été préparée depuis le 17 janvier 2023 sous le n° 237 et étant contrainte par des délais, elle a envoyé l'avis qui a été publié dès le lendemain tandis que la transmission de la lettre de notification n'était pas effective.

En ce qui concerne le caractère anormalement bas de l'offre de l'attributaire provisoire, la SNHLM déclare ne s'être pas intéressée au montant réellement versé au personnel mais plutôt à celui qui le lie avec l'attributaire ;

En conclusion, elle ajoute qu'il ne revient pas à un soumissionnaire de déclarer une offre d'un concurrent anormalement basse, mais que cette faculté revient plutôt à l'autorité contractante si elle l'estime nécessaire en saisissant l'auteur pour justifier son prix avant de faire application de l'article 59 du Code des marchés publics.

L'OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur :

- le défaut de lecture des pièces de qualification comme la ligne de crédit et les états financiers lors de la séance d'ouverture des plis ;
- la régularité de la publication de l'avis d'attribution avant la notification au candidat du rejet de son offre ;
- le caractère anormalement bas de l'offre de l'attributaire provisoire par rapport au taux fixé dans la Convention collective du commerce de 2020 ;

EXAMEN DU LITIGE

- Sur le défaut de lecture des documents de qualification comme la ligne de crédit et les états financiers lors de la séance d'ouverture ;

Considérant que l'article 67 alinéa 4 du Code des marchés publics dispose que le nom de chaque candidat, le montant de chaque offre, la présence ou l'absence de garantie de soumission, les rabais éventuels ainsi que toute autre information que l'autorité peut juger utile de faire connaître, sont lus à haute voix lors de l'ouverture des prix ;

Considérant que l'examen du procès-verbal d'ouverture des plis a révélé que l'autorité contractante n'a pas lu à haute voix la production de la ligne de crédit et des états financiers par les soumissionnaires lors de la séance de dépouillement ;

Considérant cependant que même si la lecture de ces pièces constitue une bonne pratique, le fait de ne pas les relire n'empêche pas l'autorité contractante de se conformer aux obligations légales contenues dans l'article susvisé ;

Que, par conséquent, le moyen développé par la requérante sur ce point est inopérant ;

- Sur la régularité de la publication de l'attribution provisoire avant la notification au candidat du rejet de son offre ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article 84 alinéa 3 du Code des marchés publics (CMP) que dès qu'elle a approuvé la proposition d'attribution, l'autorité contractante avise immédiatement les autres candidats du rejet de leurs offres, leur restitue les garanties de soumission et publie un avis d'attribution provisoire ;

Considérant que l'article 89 du CMP précise dans son alinéa 1 que tout candidat à une procédure d'attribution d'un marché doit préalablement à un recours contentieux, saisir la personne responsable du marché d'un recours gracieux, et qu'en son alinéa 3, il est prévu que ce recours doit être exercé dans un délai de cinq (05) jours francs et ouverts à compter de la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché de l'avis d'appel à la concurrence ou de la communication du dossier d'appel à concurrence ;

Considérant que l'analyse des documents montre effectivement que le recours a été introduit le jour de la publication de l'attribution provisoire dans le journal « Sud Quotidien » du 19 janvier 2023, avant la réception de la lettre de notification du rejet de son offre par la requérante ;

Considérant qu'en outre, il est apparu de l'instruction que les lettres de notification aux candidats non-retenus ont été établies et signées dès réception de l'avis de non-objection de la DCMP du 17 janvier 2023 et transmises le 23 janvier 2023 ;

Qu'ainsi, il est constant qu'en l'espèce, le décalage entre la parution de la publication de l'avis d'attribution et la notification du rejet de l'offre ne constitue pas un manquement au droit à l'information ni au droit à l'exercice d'un recours ;

-

PO03-EN07 – 01



- Sur le caractère anormalement bas de l'offre de l'attributaire provisoire par rapport au taux fixé dans la Convention collective du commerce

Considérant qu'il ressort de l'article 59 du CMP que la commission des marchés compétente peut rejeter, par décision motivée, une offre qu'elle juge anormalement basse, si elle détermine que son montant ne correspond pas à une réalité économique par rapport à la prestation offerte, après avoir demandé au candidat toutes précisions utiles concernant en particulier le sous-détail des prix ;

Que le candidat peut justifier son prix notamment du fait :

- a) de l'économie résultant des solutions ou procédés techniques adoptés ;
- b) des conditions exceptionnellement favorables dont dispose le candidat pour exécuter les travaux ou pour fournir les produits ou services ;
- c) de la nécessité d'utiliser des ressources qui, sinon resteraient inactives ;

Considérant qu'en l'espèce, aucune demande n'a été formulée par la SNHLM pour demander une justification du prix à l'attributaire provisoire en application de cet article ;

Considérant qu'il est reproché à l'autorité contractante d'avoir attribué le marché à un candidat dont l'offre est anormalement basse, car ne respectant pas le taux conventionnel fixé par la Convention collective du commerce entrée en vigueur le 1er janvier 2020 ;

Considérant qu'en effet, il ne revient pas à l'autorité contractante de contrôler le montant effectivement payé au personnel, mais plutôt le montant global offert par le candidat prenant en compte les salaires, les charges d'exploitation et les bénéfices ;

Considérant qu'en plus, même s'il appartient à un candidat de contester une attribution, la faculté de déclarer une offre anormalement basse est accordée à l'autorité contractante selon les conditions fixées à l'article 59 du CMP ;

Que c'est à tort que le requérant a contesté la décision de l'autorité contractante sur ce point ;

Qu'il y a lieu, en définitive, de déclarer le recours de C.S.S.A non fondé, d'ordonner la poursuite de la procédure de passation dudit marché ;

PAR CES MOTIFS

- 1) Constate que les documents de qualification concernant la ligne de crédit et les états financiers n'ont pas été lus lors de la séance d'ouverture des plis ;
- 2) Constate que le procès-verbal d'ouverture des offres contient tous les éléments obligatoires visés à l'article 67 du CMP ;
- 3) Dit que le fait de lire à haute voix ces documents reste une bonne pratique et l'absence de lecture ne constitue pas un manquement entachant la régularité de la procédure ;
- 4) Dit que le moyen de la requérante tiré sur ce point est inopérant;
- 5) Constate que l'avis d'attribution a été publié avant la réception de la lettre de notification du rejet de son offre par la requérante ;
- 6) Constate que le recours gracieux a été introduit dès la parution de l'avis et avant réception de la lettre de notification ;
- 7) Constate que les lettres d'information aux soumissionnaires ont été établies et signées le 17 janvier 2023 le jour de réception de l'avis de la DCMP et reçues le 23 janvier 2023 ;
- 8) Dit que le décalage entre la publication et la notification n'a pas porté atteinte au droit à l'information ni au droit de recours dont dispose la requérante ;
- 9) Dit que l'attribution provisoire ne comporte pas d'irrégularité pouvant entacher la procédure de passation de ce marché ;
- 10) Dit que le recours de la requérante sur ce point n'est pas justifiée ;
- 11) Constate que l'autorité contractante n'a pas saisi l'attributaire provisoire d'une demande de justification de son prix en application de l'article 59 du CMP ;
- 12) Dit que même si la requérante peut contester une attribution, la faculté de déclarer une offre anormalement basse est réservée exclusivement à l'autorité contractante ;
- 13) Dit que c'est à tort que la requérante a affirmé que l'offre de l'attributaire provisoire était anormalement basse ;
- 14) Constate que l'offre de l'attributaire est une offre globale qui comporte en plus des salaires, d'autres paramètres comme les charges d'exploitation et les bénéfices ;

- 15) Dit qu'il ne revient pas à l'autorité contractante d'analyser le montant réellement versé au personnel ;
- 16) Dit qu'il y a lieu, en définitive, de déclarer le recours de C.S.S.A non fondé et d'ordonner la poursuite de la procédure de passation dudit marché ;
- 17) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à la Compagnie nationale de Sécurité et d'Assistance (C.S.S.A), à la Société nationale des Habitations à Loyer modéré (SNHLM) ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

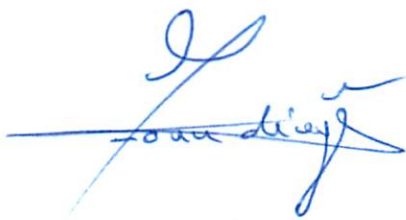


Le Président,



Mamadou DIA

Les membres du CRD



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP



Alioune NDIAYE

Le Directeur général,
Rapporteur



Saër NIANG